

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres Cedex

Chartres, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 157/RAPVI/IC250246
Code AIOT : 0010000157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté La Boucherterie 28120 Vieuvicq. L'inspection a été annoncée le 31/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- La Boucherterie 28120 Vieuvicq
- Code AIOT : 0010000157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AXEREAL de Vieuvicq est un établissement classé sous le régime de l'autorisation pour le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, ainsi que pour le stockage de céréales.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué, durant l'inspection, qu'il lui est dernièrement difficile de procéder à

l'évacuation de ses déchets d'engrais, car il ne trouve plus de filière de gestion capable de traiter ce type de déchet. L'inspection des installations classées a observé la présence d'environ 100 kg de déchets d'engrais neutralisés situés dans le bâtiment de stockage d'engrais solides. L'inspection lui a rappelé qu'il doit limiter la quantité de ces stockages au minimum possible, et en tout état de cause dans les limites de son autorisation d'exploiter, en particulier en s'assurant que la présence de ces stockages n'amène pas à un dépassement du seuil Seveso bas par la règle des cumuls. Toute modification des conditions d'exploiter doit être portée, avant sa mise en œuvre, à la connaissance du préfet avec ses éléments d'appréciation en vue d'une instruction.

Le point de contrôle "Effet domino cuve de fioul", issu de l'inspection du 8 février 2022, n'a pas été contrôlé dans le cadre de cette inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi des installations électriques de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2006, article 11.2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3.	Susceptible de suites	Sans objet
3	Contact poteau métallique	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Système de détection de fumée	AP Complémentaire du 26/04/2021, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
7	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
8	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
9	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
10	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
12	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de cette inspection sont repris dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions de prévention des départs de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Sources de départ de feu (installations électriques)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/02/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux référentiels en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais et sont étanches à l'eau et aux poussières (IP55).

Constats :

Constat de l'inspection du 8 février 2022 :

Le magasin [de stockage d'engrais solides] ne comporte pas, à l'intérieur des cases, d'installation et de conducteur électriques.

Les installations électriques sont contrôlées annuellement, d'après le témoignage de l'exploitant.

Le 8 février 2022, il a présenté le rapport DEKRA relatif à la vérification des installations électriques réalisée le 21/09/2021 pour les installations de stockage de céréales.

Ce rapport ne liste cependant pas les contrôles réalisés sur les équipements installés dans le magasin de stockage d'engrais solides.

Écart relevé suite à l'inspection du 8 février 2022 :

L'exploitant n'a pas présenté le rapport de vérification des installations électriques concernant le bâtiment de stockage des engrais solides.

Réponse de l'exploitant du 28 avril 2022 :

Le dernier rapport ICPE du 21/09/2021 indique aucune non-conformité. La liste des équipements contrôlés dans le magasin engrais est détaillée dans le dernier rapport de vérification complète de DEKRA en date du 01/12/19. Vous trouverez ci-joint ce rapport pour avec la liste des équipements au magasin engrais.

Constat de l'inspection du 18 mars 2025 :

L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, le rapport de vérification des installations électriques de l'établissement complet établi en date du 30 août 2024 et basé sur une intervention du 28 août 2024. Ce rapport ne liste qu'une non-conformité au sein du bâtiment de stockage des engrais solides, concernant la dégradation mécanique d'une prise de courant située au niveau de l'entrée du bâtiment. L'exploitant a indiqué avoir procédé à la correction de cette dégradation. L'inspection des installations classées n'a pas observé de dégradation apparente sur cette prise le 18 mars 2025.

Une révision de ce rapport a été transmise à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 20 mars 2025, avec cette non-conformité non listée et donc considérée comme levée.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées considère l'écart constaté lors de l'inspection du 8 février 2022 soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des installations électriques de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2006, article 11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques, y compris celles des systèmes mobiles, sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux réglementations en vigueur. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement dans son rapport de contrôle les non-conformités relevées. Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a consulté le rapport de contrôle des installations électriques des silos installés sur l'établissement, daté du 30 août 2024, et le certificat Q18 associé. Ce certificat indique que la vérification a été complète, mais que la coupure totale des circuits n'a pas été autorisée, le séchoir de l'établissement étant en fonctionnement au moment du contrôle, et liste 2 non-conformités pouvant être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. Ces non-conformités concernent une mauvaise protection contre les surintensités sur un moteur, ainsi qu'un problème d'indice de protection sur un éclairage au sein du silo. L'exploitant a indiqué que ces non-conformités n'ont pas été corrigées au jour de l'inspection. Par courrier électronique du 20 mars 2025, l'exploitant a transmis un devis signé de la même date, pour une correction de ces non-conformités. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées relève la non-conformité suivante : Le rapport de vérification des installations électriques du 30 juin 2024 liste des non-conformités susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion non corrigées au jour de l'inspection. Par ailleurs, la coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant lors de la vérification des installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Contact poteau métallique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1
Thème(s) : Autre, Matières incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 08/02/2022

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : [...]

- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.

Constats :**Constat de l'inspection du 8 février 2022 :**

Par courrier du 16 décembre 2021, l'exploitant a transmis la réponse suivante sur ce sujet :

"Nous sommes surpris que cette non-conformité soit de "niveau 1". En effet lors de la visite du magasin engrais, aucune oxydation n'est visible sur les poteaux. Nous ne voyons pas de risque. Ces poteaux font part de la structure / conception du bâtiment. Il n'est pas possible de les supprimer. Nous allons rechercher dans les archives de la fabrication du bâtiment le revêtement déposé sur ces poteaux."

Lors de l'inspection du 8 février 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les engrais à base de nitrate d'ammonium stockés en vrac sont au toujours au contact des poteaux métalliques de structure du bâtiment.

En particulier, l'état des poteaux situés au centre des tas d'engrais solides en vrac des grandes cases de stockage ne peut être contrôlé du fait de leur situation.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a observé que le revêtement de l'un des poteaux au contact des engrais à l'avant de la case 12 contenant des engrais répondant aux critères III s'effrite au contact.

Écart relevé suite à l'inspection du 8 février 2022 :

Contact entre les engrais stockés en vrac et les poteaux métalliques de structure du bâtiment.

Réponse de l'exploitant du 28 avril 2022 :

Vous trouverez ci-joint une photo de poteau au centre de la case engrais vrac de la rubrique 4702-III. Les poteaux ne présentent aucun désordre.

Nous avons contacté un prestataire spécialisé pour chiffrer la protection des poteaux métalliques des cases en contact avec l'engrais rubrique 4702-III, il s'agit des cases 12 et 13. Nous sommes toujours en attente du devis. Le site s'organisera pour stocker tous les ans l'engrais rubrique 4702-III dans ces cases.

Constat de l'inspection du 18 mars 2025 :

L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, qu'une surveillance de l'état des poteaux des cases 12 et 13, au contact potentiel des engrais classés 4702-III, est réalisée régulièrement par les employés du site. Il a précisé que cette surveillance est quotidienne durant les périodes de mouvement importants des engrais solides.

L'exploitant a par ailleurs signalé que, du fait de la réduction des quantités d'engrais stockés en vrac au profit du stockage sous forme conditionnée privilégié par ses adhérents, les poteaux

<p>situés dans les cases de stockage sont de moins en moins souvent en contact avec les engrais classés stockés.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant ses engagements en la matière afin de ne pas avoir de contact entre les poteaux métalliques et les engrais 4702 : son courrier du 28 avril 2022 notamment.</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été observé de contact entre des engrais classés au titre de la rubrique 4702 et les poteaux métalliques de structure du bâtiment, ni de dégradation significative de l'état de ces poteaux.</p> <p>Au vu du constat visuel le 18 mars 2025, l'inspection des installations classées considère l'écart à la prescription soldé le jour de l'inspection. Il est néanmoins rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de prendre toute mesure visant à l'absence de contact entre les engrais 4702 et les poteaux métalliques du bâtiment.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Système de détection de fumée

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Adapation du système de détection incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le bâtiment de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium est équipé d'un système spécifique permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.</p> <p>L'exploitant démontre la pertinence du système existant ou retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que son dimensionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 8 février 2022 :</p> <p>Par courrier du 16 décembre 2021, l'exploitant a transmis la réponse suivante sur ce sujet : "Le courrier ne mentionne pas notre envoi par courriel du 02/11/21 avec le retour du prestataire de l'alarme incendie et notre mode opératoire interne de vérification. Je vous confirme que nous prévoyons de changer le système d'alarme dans un but d'harmonisation à partir de sept-22 (budget conséquent)."</p> <p>Dans son courriel du 2 novembre 2021, dont une copie est jointe au courrier du 16 décembre 2021 sus-mentionné, l'exploitant transmet la réponse de son prestataire de contrôle qui indique que le système de détection installé dans son magasin de stockage d'engrais solides fonctionne bien sur de la détection de fumée, et qu'il est adapté pour le bâtiment qu'il protège.</p> <p>Cependant, ces indications ne justifient pas du dimensionnement de ce système par rapport au</p>

magasin d'engrais solides. Au vu de ce point, la non-conformité reste d'actualité.

Écart relevé suite à l'inspection du 8 février 2022 :

L'exploitant ne justifie pas du dimensionnement du système de détection de fumées installé sur son magasin d'engrais solides.

Réponse de l'exploitant du 28 avril 2022 :

Le système de détection actuelle couvre la totalité du magasin engrais. Le nouveau système de détection incendie pour un montant de 20 000 Euros sera installé à partir du mois de septembre 2022. Vous trouverez ci-joint le devis, la commande sera envoyée cet été. Lorsque les travaux seront terminés, nous vous transmettrons l'ensemble des justificatifs.

Constat de l'inspection du 18 mars 2025 :

En 2022, l'exploitant a installé un système de détection gaz dans son bâtiment de stockage d'engrais solides. Ce système présente une cellule de détection gaz pour chaque cellule de stockage de produit dans le bâtiment.

L'exploitant a présenté, durant l'inspection, le rapport de contrôle du 26 juin 2024 de ce système de détection, réalisé par BE ATEX. Ce rapport ne présente pas de commentaire de la part du contrôleur.

L'inspection des installations classées a également fait tester le report d'alarme associé à ce système de détection. L'exploitant a déclenché une alarme de test, et cette alarme a été retransmise vers le téléphone portable du responsable de site.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées considère l'écart relevé suite à l'inspection du 8 février 2022 soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]

Constats :

L'exploitant a présenté le plan du site présentant les différents zonages ATEX de l'établissement, en précisant, par exemple, un zonage 20 pour les ciel de cellules des silos ou l'intérieur des

<p>équipements de manutention. Il est précisé qu'il est interdit d'apporter du feu ou de fumer dans les zones classées ATEX, ou d'y utiliser un téléphone portable.</p> <p>Une copie de ce plan est accrochée dans le bureau de contrôle de l'établissement, situé au pied du silo 1. L'exploitant a précisé que ce plan a été transmis au SDIS.</p> <p>L'inspection des installations classées a observé la présence de panneau d'indication indiquant la présence d'une zone ATEX dans la tour de manutention de l'établissement.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de l'établissement précisent l'obligation de disposer d'un permis d'intervention au sein du site. L'affichage de ces consignes est réalisé dans le bureau de contrôle de l'établissement.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a observé la présence d'indication interdisant de fumer et</p>

d'apporter du feu sauf sur autorisation spécifique au niveau de l'entrée de tout les bâtiments de l'établissement, en particulier au niveau du bureau de contrôle du site installé au pied du silo n°1. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique</p> <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
Constats : <p>L'inspection des installations classées a observé la présence d'un dossier rassemblant les permis de feu et les permis d'intervention réalisés par les employés du site dans le cadre des travaux devant être réalisés sur site. L'inspection des installations classées n'a pas observé de travaux lors de la réalisation de l'inspection de l'établissement, nécessitant ou non un point chaud.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention</p>

défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il établit des plans de prévention annuels avec ses prestataires réguliers. L'exploitant déclare que ces plans de prévention précisent les risques liés aux activités exercées dans les silos et les moyens disponibles pour s'en protéger. L'inspection des installations classées a consulté les trois derniers permis de feu établis par l'exploitant sur son site, en date du 19 septembre 2024 et du 9 et 10 octobre 2024. Ces permis de feu sont correctement remplis et n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : Les permis de feu vus dans le cadre du précédent point de contrôle ne mentionnent pas le recours à la sous-traitance par les prestataires intervenant sur site. L'exploitant a cependant indiqué que dans le cas où une entreprise de sous-traitance est employée par l'un de ses prestataires usuels, un plan de prévention est mis en place avec l'entreprise sous-traitante, avant de procéder à la réalisation d'un permis d'intervention ou permis de feu. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des

moyens d'intervention. [...]
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, la participation à une formation récente aux risques liés aux silos de deux membres du personnel a été contrôlée. La consultation des bases de données de l'exploitant a permis de constater que l'un de ces deux employés a suivi cette formation pour la dernière fois en 2016. Pour rappel, la coopérative AXEREAAL recommande de procéder à un renouvellement de cette formation tous les cinq ans.</p> <p>Par courrier électronique du 20 mars 2025, l'exploitant a transmis une attestation datée du même jour indiquant que cet employé a procédé au renouvellement de sa formation sur les risques liés aux silos.</p> <p>Par ailleurs, la formation de ces deux membres du personnel à la gestion des permis de feu a également été vérifiée. Les deux employés ont suivi cette formation en date du 12 mars 2025.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les permis de feu utilisés par l'exploitant listent la réalisation d'une ronde à la fin des travaux sur les lieux des opérations pour s'assurer de l'absence de risques.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'une première ronde est réalisée à la fin des travaux, et qu'une seconde ronde est réalisée environ deux heures plus tard à la fermeture du site pour garantir qu'un risque couvant n'est pas présent.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite